

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 20221027-DEC-DAEN0897 du **22 NOV. 2022**  
portant mise en demeure  
Société SOLE MIO à MALISSARD

La Préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6 et L.171-8 et son livre V ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°02-2777 du 19 juin 2002 modifié autorisant les installations de la société SOLE MIO dont le siège social est situé Zone artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), localisées à cette même adresse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> octobre 2021 modifiant les prescriptions applicables ;

**Vu** l'article 9.7.8 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose : « Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente ; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.[...] ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courriel le 7 novembre 2022, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 21 novembre 2022 ;

**Considérant** que l'inspection a constaté lors de la visite du 24 octobre 2022 que les groupes froids n°1 et n°2 ne font pas l'objet de vérifications complètes annuelles des installations par une personne ou une entreprise compétente ;

**Considérant** les importantes quantités d'ammoniac contenues dans ces deux groupes froids (960 kg et 1500 kg d'ammoniac) ;

**Considérant** les risques toxiques liés à la dispersion accidentelle d'ammoniac ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOLE MIO de respecter les prescriptions de l'article 9.7.8 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SOLE MIO (n° SIRET 31857058700036), dont le siège social est situé Zone Artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), pour son établissement implanté à cette même adresse, est mise en demeure, dans les plus brefs délais et au plus tard d'ici le 15/12/2022, de respecter l'article 9.7.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2021 susvisé en justifiant de la vérification complète des groupes froids n°1 et n°2 par une personne ou une entreprise compétente.

### **Article 2 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à la société SOLE MIO. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de MALISSARD et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme ([www.drôme.gouv.fr](http://www.drôme.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :**

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **22 NOV. 2022**

La préfète,



Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**

